

La FNIC & la coordination CGT AIR LIQUIDE communiquent :

Montreuil, le 29 août 2014

Air Liquide : pour son PDG, Benoit Potier, la France n'existe plus !

Le fleuron français des gaz industriels et médicaux prend ses quartiers au cœur de l'union européenne et organise le 8 septembre 2014, la journée Européenne de l'Air Liquide avec pour objet central: « l'Union européenne et les impacts sur les activités professionnelles quotidiennes ».

Ce nouveau coup médiatique orchestré par la direction générale d'Air Liquide, avec la participation de personnalités telles que Daniel Cohn-Bendit et de quelques eurodéputés, promoteurs du grand marché transatlantique, sera utilisée pour plébisciter leur stratégies financières au cœur de l'ensemble de la supercherie néo-libérale et d'attirer les nouveaux investisseurs.

Le PDG D'AIR LIQUIDE, Benoit Potier, fer de lance du syndicat des industriels européens (ERT) s'est engagé à libéraliser la politique industrielle tout en détruisant, au passage, le modèle social français issu du conseil national de la résistance d'après guerre.

Pour réaliser sa mission, cette organisation regroupant les principaux groupes industriels dont ceux du CAC 40, mènent un intense lobbying auprès des parlementaires, des institutions européennes (Commission européenne, Parlement européen, ...) et des instances politiques françaises et allemandes, pour obtenir des lois qui avantagent leurs affaires sans aucune considération pour les peuples, les salariés.

Dans une Europe divisé en simples régions industrielles la France n'est plus qu'un département pour ces groupes financiers. Au mépris de la démocratie, des intérêts des populations, cette manœuvre grossière et sournoise a pour finalité de réduire les droits et libertés, baisser le "coût du travail" en orchestrant la baisse du salaire minimum, la réduction des dépenses de sécurité sociale et la privatisation de services publics pour mieux garantir les dividendes et les prélèvements bancaires.

C'est cette vision mondialisé de l'économie qui nous entraine dans la situation extrêmement précaire dans laquelle nous nous trouvons.

Pour mettre fin à cette spirale et rompre avec les politiques d'austérité qui engendrent les cercles vicieux de

la dette et de la déflation, il faut rompre avec les dogmes de la compétitivité anti-salariale qui consistent à flexibiliser le marché du travail et à rogner sur les droits sociaux... Tous les indicateurs économiques et financiers montrent que les dividendes pris sur les richesses du travail augmentent sans cesse (encore +30% au 2^{ème} trimestre 2014), au détriment de l'investissement industriel et social. Pour les populations, les salariés, cela se traduit par des baisses de revenus, de salaires, d'emplois avec l'augmentation du chômage, l'augmentation des taxes et impôts qui étranglent les budgets familiaux.

Par notre action, nous entendons lutter pour le retour d'une véritable politique industrielle en France comme en Europe au service des salariés et des populations.

Nous demandons de mettre fin au système financier des multinationales qui déséquilibre l'économie de la France et le commerce extérieur : l'instauration d'un « bouclier social » à l'échelle nationale et internationale, taxant le dumping salarial, environnemental et fiscal est urgent : une mesure qui favorise le développement économique et industriel au plus près des populations, préserve, renforce les droits sociaux, l'emploi dans les territoires.

Nous exigeons une autre utilisation de la richesse créée par les seuls salariés du fait de la transformation de leur travail : ce n'est pas l'actionnaire qu'il faut satisfaire, c'est le salaire, le progrès social, vecteurs de la relance économique.

Pour porter nos revendications au plus haut sommet de l'Europe

Notre organisation appelle
à un rassemblement

Le 8 Septembre 2014 à 10 h
Siege de l'Air Liquide -
75 Quai d'Orsay – Paris 7^{ème}